[Prénom][NOM]
[Adresse1]
[Code Postal] [VILLE]
Tél. : 01.23.45.67.89

[Nom Destinataire]
[Adresse Destinataire]
[Code Postal][VILLE]
Paris, le 07/11/2026

Objet : Demande d'indemnisation au titre de la garantie catastrophes naturelles

Madame, Monsieur,

Titulaire du contrat d'assurance habitation n° [numéro de contrat] souscrit auprès de votre compagnie, je vous déclare les dommages subis par mon logement situé à [votre adresse] à la suite de la catastrophe naturelle survenue le [date du sinistre].

Ma commune a fait l'objet d'un arrêté interministériel portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle, publié au Journal officiel le [date de publication de l'arrêté]. Conformément aux articles L.125-1 et suivants du Code des assurances, et dans le délai de trente jours qui suit cette publication, je sollicite l'indemnisation de ce sinistre au titre de la garantie prévue à mon contrat.

Les dommages constatés sont les suivants : [détail des dommages, par exemple inondation du rez-de-chaussée, toiture endommagée, biens mobiliers détériorés]. Le montant estimé des réparations s'élève à [montant estimé] euros, sous réserve de l'évaluation de votre expert. Plusieurs biens, dont [liste des biens principaux], sont irréparables et devront être remplacés.

Vous trouverez ci-joint les pièces justificatives de ma demande : photographies datées des dégâts, devis de réparation, factures d'achat des biens endommagés ainsi que [autres documents]. J'ai également engagé des frais d'urgence (pompage, bâchage, [autres mesures]) pour limiter l'aggravation des dommages, dont je vous joins les justificatifs. Je conserve à votre disposition les biens sinistrés en vue du passage de l'expert, sauf impératif de sécurité ou de salubrité.

Je reste joignable au [votre numéro de téléphone] pour fixer une date de visite d'évaluation et vous transmettre tout justificatif complémentaire. Compte tenu de l'urgence de la situation, je vous remercie de bien vouloir ouvrir mon dossier et déclencher l'expertise dans les meilleurs délais.

Je note que la franchise légale fixée par l'État restera à ma charge ; en cas de désaccord sur le montant retenu, je me réserve la possibilité de solliciter une contre-expertise.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

[Prénom][NOM]

Signature